

Pour RADIO-SILENCE

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°32

« VOUS AVEZ DIT : Marchés ! ?... »

1) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE : ECO 1,

Les indices rapides reçus de l'INSEE jusqu'à ce 1^{er} Juin 2010, ne sont décidément pas bons du tout.

En ce qui concernent les produits primaires ou semi-transformés, comme ceux de l'agriculture, le COLZA et les oléagineux voient leurs prix augmenter, par exemple sous l'effet de la demande croissante de carburants de substitution et d'alimentation du bétail. Les prix des fruits évoluent de manière contrastée selon qu'ils sont influencés par la concurrence étrangère ou non. Le prix des vins diminue du fait d'une demande en baisse. Par contre, les légumes ont vu leurs prix augmenter de +25,1% en glissement annuel, dont la pomme de terre de 29,8 % ! Paraît-il à cause des basses températures hivernales jusqu'à fin Avril qui me paraissent avoir bon dos, la pomme de terre de ce cher PARMENTIER est un produit de base anti-famine et une telle variation est carrément anti-sociale... La « crise économique » notamment dans les zones méridionales de l'Europe serait la cause d'une légère baisse du prix des viandes depuis deux ans, notamment de boeuf. Pour ma part, je pense plutôt que le prix du beafsteack a atteint son niveau dit « d'élasticité », c'est-à-dire le maximum payable par les consommateurs... qui s'en privent désormais. Le résultat général est que les baisses et les hausses des prix agricoles à la production auraient abouti en Avril à une hausse de 0,8% sur Mars et de 0,5% sur un an. Mais la reprise de la hausse des prix à la production sur une pente de $0,8 \times 12 = 9,6\%$ l'an, annonce des soucis pour les courses à faire dans les prochains mois.

Bien plus inquiétantes encore sont les évolutions de prix des produits manufacturés ! Les produits de raffinage à +6,3% confirment Mars 2010 de +6,4%, soit une pente annuelle de hausse brute de + 72 % l'an ! Les produits énergétiques augmentent eux aussi en Avril de +1,6% tirée par la vive progression du prix du gaz (+7,6%) : pente annuelle de +18%. Je rappelle ici que la production de gaz de Lacq s'arrête en 2012, ses réserves à sec... Les produits métallurgiques et chimiques augmentent en Avril de +1,9 à + 6% soit une hausse atteignant en pente annuelle maxi de +72%... Seuls les équipements électroniques et électriques se vendent moins cher qu'il y a un an. Pourtant, l'INSEE annonce que l'ensemble des prix de tous ces « marchés » n'augmenterait que de 0,9% en Avril mais se garde bien de donner la pente annuelle brute de +12 % qui en résulte...

L'ensemble des prix d'importations augmente de +18% l'an en Avril... L'ACIER augmente de +49 % annonçant des hausses spectaculaires sur les produits dérivés comme l'automobile par exemple !

En bref, les prix des produits de cokéfaction et de raffinage, des industries extractives , énergie et eau augmentent de plus de +20%, rien qu'en Avril, sur le marché français, mais de +69 % sur les marchés extérieurs !

TOUT va donc augmenter dans les mois prochains et je m'attends à une pente d'inflation à deux chiffres dès 2011 ! Nous entrerons alors dans des mesures dirigistes accentuées comme celles des années 70's dans le schéma connu du « STOP and GO ». Raymond BARRE redeviendra mémorable, lui qui dirigeait tout comme Premier ministre et ministre des finances ensemble, affichait des objectifs toujours ratés et des normes toujours dépassées. On ne va vraiment pas vers des lendemains qui chantent... D'autant plus que la *politichiennerie* va s'en mêler pour assommer les statistiques vraies et faire croire à une embellie momentanée en 2012 en vu de l'élection présidentielle. Méfiance donc : je vous rappelle cet enseignement supérieur fondamental : ne vous en tenez qu'aux chiffres BRUTS, récoltés non sans difficultés, car occultés, chez les sources les plus fondamentales (BDF, OCDE, IPCH, FMI, BCE par exemple). Ne retenez jamais les variations en pourcentages cvs qui vous sont livrées par les « médias »... car ce sont celles-là qui sont affichées pour mieux « noyer le poisson »... d'Avril nommé : « Gogo ». Retenez de préférence les prix des produits intermédiaires comme l'acier et faites vous-mêmes vos calculs d'évolutions. Ne tenez aucun compte des pourcentages livrés clefs en mains par les médias aux ordres. Il est probable que je serai encore en contradiction avec tous les commentateurs, à 99,99% aux ordres, dans les années à venir...

2) Dans 1' ACTUALITE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE : ECO 2

Je voudrais rappeler une nouvelle fois que les fluctuations de grandes amplitudes constatées dans les prix formés sur les « marchés » aussi bien de matières premières, de produits transformés, de valeurs mobilières ou de produits dérivés financiers ne sont absolument pas normales ! La pseudo-loi de l'offre et de la demande ne fonctionne plus depuis longtemps sur des marchés volontairement réduits, spécialisés, réservés aux initiés, complètement détournée qu'elle est par les spéculations folles des irresponsables de leur propre aveu (Kerviel) appelés « traders » aux ordres des dirigeants des banques qui les emploient sans aucun scrupule. Sur un marché sain, les fluctuations ne devraient provenir que des événements naturels et les prix devraient sur longue période se révéler parfaitement stables, aux fluctuations seulement en rapport avec la comptabilité certifiée annuellement « sincère et véritable » par les chefs d'entreprises auprès des greffes des tribunaux de commerce.

Je rappelle donc que la Bourse des Valeurs de Paris fut longtemps le cadre d'un **marché secondaire ouvert** de l'ensemble des valeurs, sur lequel les officiers ministériels (Agents de Changes) n'intervenaient jamais pour leur compte personnel, lesquels dressaient quotidiennement un indice CAC qui totalisait l'ensemble des prix des valeurs mobilières. Il s'agissait donc d'un **indice de capitalisation général** de l'ensemble officialisé, sous sa responsabilité, par la Compagnie des Agents de Changes d'où son nom : CAC. L'Indice INSEE était, lui, remis à zéro chaque 1^{er} janvier et était dressé à la demande de VGE, Chef de l'Etat, de cette manière. Il était donc sans aucun intérêt, ou presque, sauf pour la propagande d'Etat, et j'étais bienheureux de pouvoir me fier à l'indice CAC. Le vrai... pas le croupion actuel, copié sur le Dow Jones à sa création dans un Cocoricco grandiloquent et parfaitement outrecuidant.

Notons tout de même que les variations sur les prix des valeurs étaient plafonnées à + ou - 10% et qu'une telle variation provoquait immédiatement le retrait du titre du marché afin de contrarier toute spéculation qui emmènerait les contreparties dans une escroquerie évidente. Les pouvoirs publics encadraient donc le marché dans le but d'éviter les escroqueries du Public, relayés techniquement sur place par les Agents ministériels. Ces intermédiaires étant donc au-dessus de tout soupçon alors, et au service de la vérité du marché, de sa transparence, de son honnêteté générale. Il en allait alors de l'honneur d'une profession exigeante. Vous voyez aujourd'hui des fluctuations incroyables pouvant dépasser les 50, 100% d'un jour à l'autre...

Je rappelle ici que le marché secondaire qu'était la Bourse des Valeurs de Paris, assistée des Bourses de Provinces de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Nancy cotait les valeurs mobilières selon un procédé franc et honnête connu de tous les professionnels ayant leur CAP banque. De plus, ce marché ne connaissait aucun des produits dérivés actuellement utilisés ! Les titres échangés devaient être, évidemment pleins, entiers, réels... Pas des enveloppes vides sous des noms ronflants avec des comptabilité truquées voire inexistantes.

Les premiers furent les « certificats d'actions » permettant de vendre ou acheter des paquets d'actions de montants élevés. Puis ce furent les actions sans droit de vote et puis, la porte fut ouverte à tous les faux papiers mobiliers dont les types se sont multipliés de nos jours à l'abri de la disparition des Agents de changes indépendants et responsables, dont les « charges » furent rachetées par les banques qui se sont isolées chacune dans des salles de marchés indépendantes, fermées au public, alors que l'ancienne Bourse, était ouverte à tous les particuliers au Palais Brongniart. La confusion la plus totale et la plus éhontée s'est installée dans le monde financier actuel depuis 1984 et sa loi de confusion. Comme par hasard la fameuse année du fameux livre d'ORWELL... Bien sûr, j'ai tout vu, tout compris et tout dénoncé la même année ! Mal m'en a pris, je me suis retrouvé licencié et m'occupai aussitôt à faire paraître la première rubrique bourse par minitel qui ait jamais existé, pour le compte du Parisien Libéré Télématique, avant de me consacrer, la rubrique ayant été arrêtée en Août 1985, un an et demi après sa création, sur ordre du pouvoir occulte car trop claire, à la co-direction de sociétés off-shores d'investissements aux USA... Voilà comment sont évincés sans bruit les plus qualifiés au profit des plus nuls mais qui acceptent, eux, ce que les meilleurs refusent : les combines et la tromperie des clients ! La France est devenue une république bananière aux mains des escrocs les plus abominables et les plus totalitaires de la planète. Il n'y a plus de marché, mais seulement **des** marchés... d'esclaves, sur toutes les places boursières.

Nous parlerons dans notre prochaine chronique non plus du marché secondaire, en somme de l'occasion des titres mobiliers mais du marché primaire.

3) Dans 1' ACTUALITE ÉCONOMIQUE MONÉTAIRE : ECO 3 ***ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM***

Ces deux dernières semaines furent agitées sur le « marché » des devises.

La BCE a changé de statut, non pas *DE JURE*, mais *DE FACTO*.

L'économie monétaire reprend de plus en plus son ancien concept d'économie politique. La BCE vient de passer sous les ordres du Grand Conseil des Chefs d'Etats de l'UE, relayés par leur Conseil Economique et Financier (ECOFIN) réunissant leurs Ministres des Finances.

Il n'est pas besoin de se brancher illégalement sur les communications secrètes protégées des gouvernements pour savoir ce qu'il font. Il n'y a qu'à regarder depuis 15 jours la courbe haussière forte du dollar et les subites fluctuations vers le bas entre 1 à deux fois par jour et 1 fois tous les 3 jours. On comprend alors facilement les coups d'assommoirs infligés par les ventes de dollars de la BCE pour racheter ses euros en vue de stabiliser son cours à 1,25 USD. L'espacement de ces coups négatifs sur le cours du dollar en dit long sur l'épuisement inquiétant des réserves de changes... Le dollar est successivement ainsi passé de 0.82 € à 0.79, puis à 0.81, 0.80, 0.817, 0.795, 0.812, et ce jour à 0.819936 € à l'instant soit 1,2196 USD pour 1 €. La pente montante du dollar est irrésistible malgré les efforts de la BCE sur ordres des Chefs d'Etats. On voit bien que les marges de réserves prévues pour assurer la dévaluation décidée le 8/9 Mai s'épuisent...

Nous ferons une fois prochaine, dans quelques mois, le point de la situation des contreparties de la masse d'euros chez la BCE, appelé situation agrégée de l'Eurosystème. Gageons que nous aurons de surprises désagréables... y compris sur l'état réel de la part française initialement apportée dans le capital de la BCE en Or et en devises. J'ai déjà fait en 2000 le point de cette situation sous le pseudonyme de Juno MONETA, un an après la mise en place. Cela avait prodigieusement intéressé bien des groupes de pressions comme on dit. Comme personne ne fait ce travail en dehors des intéressés chez les BCN, et que le Public en est totalement désinformé, cela devrait encore faire des remous...

Bref, le « marché » des devises n'est plus que celui des xénodevises inventées par les banques qui mènent par le bout du nez les Banquiers centraux qui ont le malheur de jouer avec elles sur ordre du POLITIQUE. Lequel a peur des élections, et donc des problèmes sociaux, eux-mêmes venant des difficultés économiques. Et comme il est lâche au lieu d'être courageux, le POLITIQUE recourt comme avant et malgré l'opposition de principe de l'Allemagne, au bon vieux truc des manipulations monétaires plutôt que d'agir là où il faut : à savoir sur les dépenses collectives à comprimer drastiquement ! Le résultat sera comme d'habitude une faillite monstrueusement gonflée par les monstruosité financières inventées depuis 2 ans notamment.

Lorsque la France s'effondrera comme l'URSS, ce seront 7,5 millions de fonctionnaires ou assimilés qui se retrouveront sur le pavé sans rien d'autre que leurs regrets d'avoir trop voulu, trop longtemps au mépris des réalités les plus évidentes, contre 4 millions (seulement !) pour la RDA en 1990.

LMDM